



**Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO au
CSA SD du Puy-de-Dôme du 21 novembre
2024**

Monsieur le DASEN,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,

Ce Conseil Social d'Administration se réunit alors que la guerre se poursuit et menace de s'amplifier en Ukraine et qu'une généralisation du conflit est en marche au Proche-Orient, mettant en danger tous les peuples de la région et bien au-delà. Le génocide en cours en Palestine doit cesser immédiatement ! L'invasion et les bombardements de l'armée israélienne au Liban doivent s'arrêter. Les images récentes des jeunes ukrainiens enrôlés de force pour partir dans les charniers sont insupportables. L'intérêt des peuples ukrainiens et russes n'a rien à voir avec cette guerre. La FNEC FP-FO se déclare solidaire de tous ceux qui défendent la paix, le cessez-le-feu, l'arrêt des livraisons d'armes, ainsi que la liberté d'expression et de manifester. La FNEC FP-FO rappelle son exigence d'abandon de loi de programmation militaire qui détourne 413 milliards sur 5 ans au détriment des besoins de la population et au profit des marchands d'armes.

Halte à la Guerre ! Stop aux livraisons d'armes ! Cessez-le-feu immédiat !

La Guerre contre les peuples c'est aussi la Guerre sociale, la guerre contre les acquis sociaux et les droits des travailleurs. La semaine dernière, la ministre de l'Education Nationale, Anne Genetet, nous a envoyé une lettre dans laquelle elle dit avoir trouvé des professeurs « dévoués à leurs élèves et à l'école ». Mais dans cette même lettre, elle nous dit vouloir poursuivre en accéléré les réformes des gouvernements précédents, actant l'Acte 2 du Choc des savoirs massivement rejeté par les personnels, et Acte 2 dont le rapporteur public du Conseil d'Etat vient de demander l'annulation. Elle nous dit « dévoués » mais nous ne sommes pas écoutés pour autant. C'est une énième provocation de notre ministre. A la surdité de Mme Genetet, s'ajoute son mépris car, interrogée par l'AFP, elle n'a pas souhaité juger les propos de l'ex-chef de l'Etat Nicolas Sarkozy qui sous-entend ouvertement et sans détour que les enseignants sont payés à ne rien faire. Cette annonce a, et c'est un euphémisme, été très mal reçue par les collègues. Cet ancien chef de l'Etat a au moins deux points communs avec l'actuel gouvernement : d'une part sa haine du Statut et des services publics. Il se vante d'avoir supprimé 150 000 postes dans la Fonction publique, et rappelons aussi qu'il a mis en place les décrets Darcos qui ont volé deux heures de classe aux élèves du premier degré pour mieux supprimer les RASED et les postes spécialisés. D'autre part, il est issu, comme M. Barnier, comme E. Macron, comme l'ensemble du gouvernement, de partis qui ont été balayés aux dernières élections...Et comme la situation n'était pas déjà assez alarmante, le budget 2025 prévoit la suppression de 4000 postes d'enseignants à l'Education nationale, dont l'essentiel dans le 1^{er} degré. Une véritable saignée ! Aucune création de postes de personnels de direction, de personnels infirmiers, d'assistants sociaux, d'administratifs, de médecins scolaires...Rien pour améliorer la situation et répondre aux revendications des AESH. Et toujours cette inclusion scolaire systématique et forcée, qui s'accroît sous couvert de grand discours démagogiques intolérables, et qui place les collègues dans des situations explosives avec pour seule réponse de l'Administration : nous n'avons pas les postes. Nous ne laisserons pas faire. La FNEC-FP-FO 63 avec FO Action Sociale et FO Santé réunit plus de 50 collègues (PE, AESH, éducateurs, salariés, dont certains parents d'enfants en situation de handicap...) ce vendredi pour discuter et s'organiser. Ces politiques d'inclusion sont des politiques de

descolarisation qui pour des raisons budgétaires interdisent l'instruction des enfants en situation de handicap. Nous n'acceptons pas.

Enfin le Ministre Kasbarian qui en parlant "d'absentéisme" insinue que les fonctionnaires seraient des fainéants veut imposer 3 jours de carences suivis d'une compensation financière à hauteur de 90% du traitement les 3 premiers mois d'arrêt de travail. Ces mesures constitueront forcément un frein à l'accès au soin des personnels et une dégradation de leurs conditions de travail... C'est une énième provocation de ce gouvernement illégitime.

D'ailleurs, ce gouvernement minoritaire brandit déjà la menace du 49-3 pour faire passer un budget d'une brutalité sans précédent : gel des salaires, suppressions de milliers de postes dans les services publics, jours de carence, fin de la GIPA, destruction de la Sécu... Et ce dans un contexte de plans sociaux en chaîne, menaçant des centaines de milliers d'emplois.

Face à la violence des attaques menées par un gouvernement et un ministre qui proclament leur admiration pour Elon Musk et leur volonté de prendre modèle sur ses méthodes pour « lutter contre l'excès de bureaucratie », il faut une riposte à la hauteur.

Aussi, dans cette situation, face à ce gouvernement, la colère gronde. Elle gronde de partout dans le département : à Michelin, Auchan, à l'action sociale, dans les hôpitaux. Sans oublier la colère intarissable des agriculteurs depuis deux ans. A la SNCF, constatant qu'«*aucune réponse concrète n'a pu être apportée lors de la réunion de conciliation (avec la direction du groupe)* », les syndicats ont annoncé d'ores et déjà leur décision d'engager une grève illimitée à compter du 11 décembre. Les personnels de l'Education Nationale comptent bien se joindre à ces luttes ! Dans nos écoles, nos établissements, en tournées des écoles, en stage de formation syndicale ou encore en RIS/HIS... **les collègues s'interrogent sur les moyens à mettre en œuvre pour les faire reculer.** Ce qui ressort des discussions c'est qu' **"il faut organiser un vrai rapport de force. Pas une nouvelle journée d'action pour protester, pas une manifestation sans lendemain, mais la grève, la grève jusqu'à obtention de nos revendications."** La FNEC-FP-FO 63 se félicite de la recherche de l'action dans l'unité la plus large de la Fédération FO des Fonctionnaires qui va proposer aux autres OS de se saisir du 5 décembre pour en faire une journée d'avertissement et de préparation à la grève à partir du 10 décembre pour bloquer, et inscrire la grève pour gagner, au niveau interprofessionnel.

Privé, public, il faut se rassembler pour faire plier ce gouvernement illégitime. C'est en ce sens que la FNEC FP-FO 63 va poursuivre la défense et les intérêts de tous les personnels de l'Education Nationale. C'est en ce sens qu'elle prépare la grève à partir du 10 décembre.

- **Abrogation de la réforme des retraites**
- **Abandon des mesures Kasbarian**
- **Abrogation du jour de carence en cas d'arrêt maladie**
- **Hausse de la valeur du point d'indice**
- **Abandon du projet des 4000 suppressions de postes pour la rentrée 2025**
- **Abandon de l'Acte 2 du choc des savoirs**
- **Abrogation de l'Acte 2 de l'Ecole Inclusive, abandon des PAS et des PIAL**
- **Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH**

Merci de votre écoute.